



Strasbourg, 8 mars 2022

T-PVS(2022)10

CONVENTION RELATIVE A LA CONSERVATION DE LA VIE SAUVAGE  
ET DU MILIEU NATUREL DE L'EUROPE

**Comité permanent**

42<sup>e</sup> réunion  
Strasbourg, 28 novembre - 2 décembre 2022

**GROUPE DE TRAVAIL SUR  
L'ELABORATION D'UNE VISION ET D'UN PLAN STRATEGIQUE  
POUR LA CONVENTION DE BERNE A L'HORIZON 2030**

**5<sup>ème</sup> réunion** (*virtuelle*)

**Vendredi 3 juin 2022, 9h30 – 16h (CET)**

---

**-RAPPORT DE REUNION-**

*Document préparé par  
le Secrétariat de la Convention de Berne*

## 1. Ouverture de la réunion

Le Secrétariat de la Convention de Berne souhaite la bienvenue aux participants à la réunion. Les participants qui sont nouveaux dans le Groupe de travail se présentent.

## 2. Désignation du Présidente ou de la Présidente

Le Secrétariat de la Convention de Berne explique que le Président du Groupe de travail, M. Simon Mackown, a dû quitter ses fonctions en raison d'autres engagements professionnels, mais qu'un autre membre, M. Jan Plesnik (République tchèque), a annoncé qu'il était disposé à se porter candidat. Le Groupe de travail remercie M. Mackown de son engagement et de son dévouement à l'égard du Groupe et note qu'il en restera membre. M. Plesnik est donc nommé nouveau Président du Groupe de travail.

## 3. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté sans modification.

## 4. Plan stratégique : récapitulatif des résultats des consultations sur les objectifs

Le Président rappelle le processus engagé à ce jour et qu'à la suite de la 4<sup>e</sup> réunion du Groupe de travail qui a eu lieu en février 2022 et des consultations en ligne de suivi tenues en mars 2022, 11 objectifs ont été provisoirement définis, étant entendu qu'il pourra être nécessaire de les affiner après les échanges sur les indicateurs. Un premier projet de document sur des indicateurs possibles a ensuite été élaboré et communiqué aux membres du Groupe de travail pour qu'ils puissent faire part de leurs commentaires ; l'objectif de la réunion d'aujourd'hui est d'examiner ces indicateurs et d'établir la voie à suivre privilégiée par le Groupe.

## 5. Plan stratégique : présentation des résultats de la consultation et échanges sur les indicateurs

Le Président remercie le consultant, M. Dave Pritchard, et le Secrétariat de la Convention de Berne des travaux réalisés jusqu'à présent. Il remercie également les Parties contractantes et les observateurs des commentaires formulés sur les projets d'indicateurs (dont une compilation figure à l'annexe III).

Le Président présente quelques principes clés qu'il conviendrait de suivre lors de l'élaboration des indicateurs et demande aux membres de ne pas utiliser le peu de temps disponible pour discuter en détail de chaque aspect. L'intention du Groupe de travail devrait être de définir des indicateurs fondés, dans la mesure du possible, sur les indicateurs existants de la CDB, de l'UE, de l'AEE et d'autres institutions et processus pertinents.

Le Groupe de travail examine les projets d'indicateurs proposés et les commentaires formulés en tenant compte de leur importance et de leur faisabilité dans la pratique.

Pour ce qui concerne l'**objectif 1.1**, des questions sont soulevées quant aux références au type d'écosystème et à une confusion éventuelle avec les habitats. Il est suggéré d'utiliser des sous-indicateurs différents pour les types d'écosystèmes et les types d'habitats (de nombreux pays sont encore en train d'établir leur inventaire des habitats dans le système EUNIS). Le Président suggère de suivre à la fois les types d'habitats et les types d'écosystèmes pour commencer et de les séparer par la suite lorsque les indicateurs seront plus élaborés. Il est rappelé en outre que le but global de la Convention de Berne est d'avoir une bonne couverture à la fois des aires concernées et de la qualité des habitats/écosystèmes ; une proposition est formulée au sujet du suivi uniquement des habitats de qualité suffisante, car le fait de se concentrer sur les aires risque d'occulter une insuffisance de qualité. Un membre partage son expérience en matière de suivi d'habitat et de détermination de priorités de protection. Les indicateurs sont conservés en gardant à l'esprit qu'ils pourront être affinés par la suite. Le terme « écosystèmes restaurés » est remplacé par « écosystèmes en cours de restauration ».

Les commentaires des membres sur l'**objectif 1.2** sont lus à haute voix et aucun ajustement n'est apporté.

Pour ce qui concerne l'**objectif 1.3**, un membre attire l'attention sur la nécessité, la spécificité et la mesurabilité de cet objectif, mais se demande dans quelle mesure l'indicateur lui correspond. Le Secrétariat met l'accent sur un indicateur tenant compte du chevauchement entre le Réseau Émeraude et les sites Natura 2000, ce qui montre que les données nécessaires existent, mais qu'elles doivent être intégrées dans les travaux

de la Convention. Le consultant observe que le libellé de l'indicateur suit la réflexion du Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) de la CDB et vise à s'écarter de la question de la protection juridique afin d'englober également d'autres mesures telles que les dispositifs agro-environnementaux. Un membre cite l'expérience de la Suisse, qui va dans le sens de l'indicateur tel qu'il se présente, en suggérant que les dispositifs de gestion et leur efficacité doivent être évalués, ce qui est envisageable si l'on mesure uniquement la fonctionnalité des aires protégées de manière effective. Le Secrétariat reconnaît la nécessité d'établir un indicateur de ce type ainsi que d'assurer un suivi de qualité. Le consultant indique qu'il existe de multiples indicateurs pour mesurer l'efficacité de la gestion, mais que ce n'est pas ce que vise l'objectif en soi. L'indicateur est conservé pour l'instant, sachant que les commentaires formulés lors de la réunion seront pris en compte.

Pour ce qui concerne **l'objectif 1.4**, un membre observe que l'état de conservation des espèces et des habitats figurant dans les rapports établis en vertu de la Résolution n° 8 (2012) n'est pas adapté à cette fin, car il concerne l'état de conservation au niveau national et non des sites spécifiques. Le Secrétariat indique que l'état de conservation est en fait partiellement examiné au niveau des sites du Réseau Emeraude ou des sites Natura 2000, mais que le niveau actuel à cet égard pourrait ne pas suffire. Un autre membre suggère d'élaborer plus avant l'« état de conservation » dans la méthodologie des indicateurs. L'indicateur est conservé, mais il pourrait être nécessaire de l'affiner à l'avenir.

Pour ce qui concerne **l'objectif 1.5**, un membre fait part de la crainte, qui se reflète dans les commentaires écrits, qu'un indicateur de temps et du nombre de dossiers risque d'inciter à clore les dossiers trop tôt. Le Président assure que ce n'est pas l'intention qui sous-tend cet indicateur. Le Secrétariat clarifie le libellé actuel et rappelle l'usage habituel du Comité permanent pour ce qui concerne les dossiers. Les indicateurs sont conservés, mais avec l'avis général qu'ils pourront être affinés et que le libellé de l'objectif sera éventuellement modifié.

Pour ce qui concerne **l'objectif 2.1**, certains membres se disent favorables au projet, mais se demandent si le grand nombre d'indicateurs ne risque pas d'être contraignant. L'établissement de rapports par groupes d'espèces pourrait convenir, car les Parties contractantes doivent déjà communiquer des informations à cet égard à d'autres institutions. Le consultant observe que le but des indicateurs est de se concentrer sur une sélection d'espèces prioritaires.

Pour ce qui concerne **l'objectif 2.2**, il est proposé, afin d'économiser des ressources, de privilégier un examen de l'impact des pressions anthropiques accumulées sur l'environnement plutôt que de l'impact au niveau des sites. Le Secrétariat suggère que les rapports et le suivi soient intégrés dans les rapports futurs au titre de la Résolution n° 8 (2012). Il est suggéré d'utiliser l'indicateur du niveau de menaces de la Résolution n° 8 pour déterminer si ce niveau évolue avec le temps. Le Secrétariat est d'avis que les espèces exotiques envahissantes font partie des menaces et suggère qu'elles y soient ajoutées à l'avenir si l'on estime que cela est à la fois important et faisable. Un membre soutient l'idée d'une harmonisation avec le CMB. Le fait de s'en remettre uniquement à des rapports établis au titre de la Résolution n° 8 (2012) risque de ne pas suffire cependant et il convient de s'appuyer également sur d'autres sources d'information à venir.

Pour ce qui concerne **l'objectif 3.1**, le Président suggère d'étudier comment faire une déclaration au titre de la Convention de Berne reconnaissant les progrès accomplis dans le domaine et montrant précisément quel est son lien avec le sujet. Le consultant partage cet avis et suggère pour cela d'examiner les différents éléments mentionnés au titre de l'objectif et de ses indicateurs. Un membre approuve le fait de mettre en valeur l'intérêt de la Convention de Berne pour le sujet et suggère d'établir des liens entre la Convention de Berne et d'autres conventions du Conseil de l'Europe (Convention des droits de l'homme). Le Secrétariat suggère de faire le lien avec les travaux d'autres organisations. Les indicateurs sont conservés et il est noté qu'il faut insister davantage sur le lien entre la Convention et l'objectif.

Pour ce qui concerne **l'objectif 3.2**, un membre attire l'attention sur le rôle du commerce international dans la mise en danger de la faune et de la flore. Le Secrétariat apporte des précisions sur les liens possibles entre le Plan stratégique et d'autres instruments juridiques du Conseil de l'Europe.

Pour ce qui concerne **l'objectif 3.3**, des préoccupations sont exprimées quant au fait que le principe de solutions naturelles pourrait encourager l'écoblanchiment et l'inaction. Le Président suggère de décrire très précisément les solutions naturelles dans le glossaire pour s'assurer qu'elles sont acceptables et exploitables en vertu de la Convention de Berne. Le consultant note que la définition de solutions naturelles donnée par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE-5) est utile à cet égard et ajoute que ces solutions sont nécessaires et bénéfiques pour la biodiversité.

Pour ce qui concerne l'**objectif 4.1**, il est suggéré de lier l'indicateur de ressources non seulement au Plan stratégique, mais aussi aux travaux de la Convention dans son ensemble. Le consultant note cependant que l'objectif 4 convenu porte spécifiquement sur la mise en œuvre du Plan. Le Secrétariat informe les participants à la réunion des développements concernant un Fonds pour la Convention de Berne qui vise à accroître à la fois les contributions volontaires et la visibilité des donateurs.

## **6. Prochaines étapes**

Le Secrétariat explique qu'à la suite de la réunion, le consultant intégrera les modifications pertinentes dans le projet de Plan stratégique et que la prochaine (7<sup>e</sup>) version sera distribuée pour commentaires au Groupe de travail au cours de l'été avant d'être communiquée au Bureau lors de sa prochaine réunion, à la mi-septembre. Le consultant souligne en outre la nécessité de réintégrer les travaux récents sur les objectifs et les indicateurs dans l'ensemble du Plan stratégique afin de replacer ces éléments dans leur contexte et rappelle aux membres l'intention de travailler également sur un glossaire. Pour finir, le projet de Plan stratégique sera communiqué à la 42<sup>e</sup> réunion du Comité permanent.

## **7. Questions diverses**

Néant.

**Annexe I – Ordre du jour de la réunion**

<b>1. OUVERTURE DE LA RÉUNION</b>	[Vision adoptée pour la Convention de Berne] [ <a href="#">Liste des membres du Groupe de travail</a> ]
<b>2. DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT OU DE LA PRÉSIDENTE</b>	
<b>3. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR</b>	
<b>4. PLAN STRATÉGIQUE : RÉCAPITULATIF DES RÉSULTATS DES CONSULTATIONS SUR LES OBJECTIFS</b>	[ <a href="#">Suggestion d'objectifs à intégrer dans le Plan stratégique</a> ] [ <a href="#">6<sup>e</sup> version du projet de Plan stratégique</a> ]
<b>5. PLAN STRATÉGIQUE : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE LA CONSULTATION ET ÉCHANGES SUR LES INDICATEURS</b>	[ <a href="#">Suivi et évaluation du Plan stratégique – indicateurs potentiels de progrès accomplis dans la poursuite des objectifs</a> ] [Compilation des commentaires sur le document contenant les projets d'indicateurs ( <i>à suivre après expiration du délai de consultation</i> )]
<b>6. PROCHAINES ÉTAPES</b>	[ <a href="#">Feuille de route 2022</a> ]
<b>7. QUESTIONS DIVERSES</b>	

**Annexe II – Liste de participants**

<b>Parties contractantes</b>	<b>Nom et fonction</b>
<b>République tchèque</b>	<p><b>M. Jan PLESNIK (président du Groupe de travail)</b> Agence pour la conservation de la nature de la République tchèque</p> <p><b>Mme Eliška ROLFOVÁ</b> Unité des conventions internationales Département de la protection des espèces et de la mise en œuvre des engagements internationaux, ministère de l'Environnement</p> <p><b>Mme Lenka VANOVA</b> <b>Mme Sylva SCHACHERLOVÁ</b></p>
<b>Estonie</b>	<p><b>Mme Merike LINNAMÄGI</b> Responsable du Service de la conservation de la nature Ministère de l'Environnement</p>
<b>Géorgie</b>	<p><b>Mme Salome Nozadze</b> Spécialiste principale, catégorie 3 Service de la diversité biologique et des forêts Ministère de la Protection de l'environnement et de l'Agriculture</p>
<b>Norvège</b>	<p><b>M. Andreas SCHEI</b> Conseiller principal Agence norvégienne de l'environnement</p>
<b>Pologne</b>	<p><b>Mme Ewa PISARCZYK</b> Spécialiste en chef Service de gestion des sites naturels Direction générale de protection de l'environnement</p>
<b>Slovénie</b>	<p><b>Mme Katja VRTOVEC</b> Division de la conservation de la nature Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire</p>
<b>Suède</b>	<p><b>Mme Linnea SUNDBLAD</b> Conseillère technique principale, biodiversité Agence suédoise pour la protection de l'environnement</p>
<b>Observateurs</b>	<b>Nom et fonction</b>
<b>Fédération EUROPARC</b>	<p><b>Mme Carol RITCHIE</b> Directrice générale Allemagne</p>
<b>FACE Fédération européenne de chasse et de conservation de la faune sauvage</b>	<p><b>Mme Sabrina DIETZ</b> Responsable des politiques pour la faune sauvage Belgique</p>
<b>Planta Europa</b>	<p><b>Mme Erika PENZESNE KONYA</b> Vice-présidente France</p>
<b>Pro Natura – Amis de la terre</b>	<p><b>M. Friedrich WULF</b> Responsable des politiques internationales pour la biodiversité Suisse</p>
<b>Consultant indépendant</b>	<b>Nom et fonction</b>
	<p><b>M. David E. PRITCHARD</b> Royaume-Uni</p>

<b>Secrétariat du Conseil de l'Europe</b>	<b>Nom et fonction</b>
	<p data-bbox="639 208 1042 264"><b>Mme Ursula STICKER</b> Secrétaire de la Convention de Berne</p> <p data-bbox="639 297 1086 353"><b>M. Marc HORY</b> Manager Projet à la Convention de Berne</p> <p data-bbox="639 387 1086 454"><b>M. Eoghan KELLY</b> Assistant Projet à la Convention de Berne</p> <p data-bbox="639 488 975 544"><b>Mme Roxane BRADACZEK</b> Stagiaire</p>

ANNEXE III – COMPILATION DES COMMENTAIRES (en anglais uniquement)

**COMMENTAIRES SUR LES INDICATEURS POTENTIELS**

Compilés à partir des contributions reçues du Groupe de travail dans les délais impartis (en anglais uniquement)  
 « Suivi et évaluation du Plan stratégique – indicateurs potentiels de progrès dans la poursuite des objectifs », mai 2022

Target	Suggested indicator(s)	Comments
<p><b>1.1:</b> Natural and semi-natural ecosystems are maintained and where possible restored or rehabilitated, leading to an overall increase in area, connectivity, integrity and resilience of the natural habitats referred to in the Convention.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Trends in extent and condition of selected ecosystem types.</li> <li>• Extent of degraded ecosystems successfully restored (by ecosystem type).</li> </ul>	<p>➤ The UK believes that measuring extent is one thing (and not always easy); measuring condition is much harder, and going to sub-types of habitats is likely to increase the noise in the system and make it more difficult to see the big picture. Defining terms will be essential (and is not simple). The UK would welcome clarity on when a habitat is considered to be restored (full restoration for some habitats may take decades or more). The UK is not convinced that each Party needs to report on the same habitats; classifications are an issue when one is dealing across the Continent as a whole. The reporting processes under Art 17/12 and Res 8 do not appear to be harmonised – that pre-judges the work of the ad-hoc WG on reporting. <i>[UK]</i>.</p> <p>➤ Ideally, this would be measured by measuring the mapped expanse/area of natural intact/integer ecosystems over time. Some countries already have such a comprehensive mapping of ecosystems. Connectivity could be measured separately. Pro Natura agrees with these indicators. In order to align with reporting towards the CBD targets, it would be good to have a number that includes all criteria - area and quality - in itself, because having only an area % without telling us if the quality is sufficient will only be useful to a limited extent. Pro Natura agrees with the methodology adopted in Resolution 2012 (8) and Document T-PVS/PA 2017 (9) as well as making use of the EU ART.17 HD reporting. <i>[Pro Natura, supported by Bankwatch, who added reference to Art.12 of the Birds Directive]</i>.</p> <p>➤ They can be reported as complementary reports, publications or case studies of certain ecosystem types. <i>[Planta Europa]</i>.</p> <p><i>[Comment on who would be responsible for operating the indicator]:</i></p> <p>➤ Not sure what this means. Parties should be providing data but it is for sec/contractor to operate/complete report on indicators. <i>[UK]</i>.</p> <p><i>[Comment on who would be responsible for operating the indicator]:</i></p>



		<p>➤ As we understand the data for EU countries will come from Nature directives reporting. If the data is available then maybe the Secretariat can operate the indicator for all Parties? Then it could be: “For information provided under Resolution No. 8 (2012), national Bern Convention focal points, and the Convention’s data analysis advisers”. <i>[Poland]</i>.</p>
<p><b>1.2:</b> Coverage of natural ecosystems by the Emerald Network meets the sufficiency targets set for 2030 in the post-2020 Work Plan for the Network.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Emerald Network Sufficiency Index.</b></li> </ul>	<p>➤ The UK would like to know how the sufficiency index is implemented in practice, but acknowledges this is a reasonable starting point. The UK has a concern re the lack of progress made on implementing the Emerald Network in some countries – the reasons for that need to be understood better, or the target is set-up to fail. <i>[UK]</i>.</p> <p>➤ Pro Natura fully agrees on using this indicator. <i>[Pro Natura, supported by Bankwatch]</i>.</p> <p><i>[Comment on the target]:</i></p> <p>➤ Check the representation of biogeographical regions of Emerald network sites: <a href="https://rm.coe.int/pa11e-2021-updated-list-officially-adopted-emerald-sites-final/1680a4be3d">https://rm.coe.int/pa11e-2021-updated-list-officially-adopted-emerald-sites-final/1680a4be3d</a>. There is only one Alpin-pannonian site from the Pannonian biogeographical region. We must give solution for that to make the areas more representative considering biogeographical regions in Europe. <i>[Planta Europa]</i>.</p>
<p><b>1.3:</b> All sites included in the Emerald Network are subject to formal protection or other effective [conservation] measures.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Extent to which protected areas and other effective area-based conservation measures (OECMs) cover Emerald Network sites.</b></li> </ul>	<p>➤ The UK questions whether there is an underpinning designation for all Emerald Network sites in each Party? The UK would seek further explanation of how this target will be measured, for example the ‘mean’ of the area for sites. PA management effectiveness needs further consideration. The UK is developing an index based on the OSPAR work which may be relevant. It is unclear why KBA coverage is relevant. <i>[UK]</i>.</p> <p>➤ While Pro Natura supports this indicator, it must be ensured that the area based conservation measures covering Emerald sites are effective and governed/ managed in an equitable way, respecting human rights and actively enabling effective participation. Only those areas where this is demonstrably the case should be reported in the indicator. <i>[Pro Natura, supported by Bankwatch]</i>.</p> <p><i>[Comment on related indicators currently proposed for Global Biodiversity Framework]:</i></p> <p>➤ Not SMART. Will be qualitative. CBD will be using this kind of language so will need retaining. Need to provide strong guidance so reports can be combined in a meaningful way. <i>[UK]</i>.</p>

<p><b>1.4:</b> The species and habitats that are present on sites in the Emerald Network are being maintained at, or progressing towards, a satisfactory conservation status.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conservation status of species and habitats on Emerald Network sites.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Measuring the condition of features or sites is complex, and needs considerable resources, so the UK would welcome further discussion. The UK has considerable experience in this area through the Common Standards Monitoring protocol. The level of disaggregation that may be requested could raise the bar in terms of resources required to produce the data as this could get very complex and resource intensive. <i>[UK]</i>.</li> <li>➤ Pro Natura agrees on this overall - however, we suggest to use the criteria contained in Resolution 8 (2012) and Document T-PVS/PA (2017) 9. <i>[Pro Natura, supported by Bankwatch]</i>.</li> </ul> <p><i>[Comment on the target]:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ The UK believes that ‘satisfactory’ conservation status is not the same as ‘favourable’ conservation status. Parties may need to discuss the definitions and detail of what may be requested in the ad-hoc WG on reporting, and probably also in the Group of Experts on Protected Areas and Ecological Networks. The UK notes that this is not on the agendas of the meetings on 15 June. <i>[UK]</i>.</li> </ul> <p><i>[Comment on the target]:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ It should be cleared if the target applies also to Natura 2000 sites (it is not clear because in the description there is a reference to EU legislation). <i>[Poland]</i>.</li> </ul> <p><i>[Comment on the target]:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Add after “Emerald Network” “and nationally protected areas of other biogeographical regions of Europe”. <i>[Planta Europa]</i>.</li> </ul>
<p><b>1.5:</b> Specific recommendations arising from individual Case Files are followed up and acted upon; and cases are resolved and closed within timeframes set by the Standing Committee.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• [Indicator based on statistics concerning Case File recommendations (e.g. proportion implemented, partially implemented, not yet implemented)].</li> <li>• [Indicator based on statistics concerning numbers of Case Files (e.g. numbers per country; number of years each case has</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ It might be relevant to include the case files that were established already before 2022 to see the trends going backwards in time. If it is not too burdensome to report on. Ideally the data-base that has been proposed by the Secretariat in the parallel reflections on the operation of the Case File system, if this proposal is agreed upon at the next SC, could be designed to be able to produce the data for this indicator without requiring much additional effort from the Secretariat apart from compiling the information from the data-base. <i>[Sweden]</i>.</li> </ul> <p><i>[Comment on the narrative re previous discussions]:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Agree that a more suitable phrasing might be “within a reasonable timeframe”. Each case-file would then need to be evaluated on an individual basis with regards to what constitutes a reasonable timeframe. It would be valuable to both have an overall record of resolution/closure timeframes for Case Files, as well as of the individual status of implementation of each recommendation made by the Standing Committee of a certain case file. <i>[Sweden]</i>.</li> </ul>

	<p>been on Standing Committee agendas)].</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Who makes the judgements and how they will do this requires a very clear process and set of criteria. The UK suggests it may be better to agree the process on how the case file system will work in the future first before seeking to use any reform in the measurement of the Strategic plan. There is also a concern that expecting external advisors to operate the indicators could be very sensitive. <i>[UK]</i>.</li> <li>➤ The indicator could be as follows: “Proportion of implemented, partially implemented, not yet implemented Case Files in the timeframe set in the recommendation”. The indicator would comprise all the Case Files recommendations that should be implemented in the years when the Strategy is valid. <i>[Poland]</i>.</li> <li>➤ While we agree in principle on these suggestions, we are concerned that targets may be set to process a certain number of case files in a given timeframe, increasing the pressure in the standing committee to close files even if the recommendations have not fulfilled their purpose yet. It is parties who need to do their best to implement the recommendations, but there should be no case files that are closed only for statistics’ sake. A solution for this might be that the complainants need flag their agreement for closing files, i.e. that only case files are regarded as fully implemented when the complainant agrees. <i>[Pro Natura]</i>.</li> <li>➤ We completely agree with ProNatura. There shouldn’t be a pressure on the Standing Committee if the Member State hasn’t fulfilled its obligations. <i>[Bankwatch]</i>.</li> </ul> <p><i>[Comment on the narrative]:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pronatura agrees with the statement in the document that “Although the setting of timeframes by the Standing Committee would offer a more specific and measurable approach, doing so is not generally current practice, and for some cases it might be difficult to frame in an appropriate way”. <i>[Pro Natura]</i>.</li> </ul> <p><i>[Comments on the target]:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Following Dave's analysis it is clear this target needs to be made more specific. I accept that it will be unclear in some cases whether recommendations have been followed up and acted upon. Resolution and closing of cases is more straightforward to measure. Perhaps just delete 'are followed up and acted upon'?</li> </ul> <p>The UK believes that this target should be reconsidered, given the problems with the case file system. It seems unrealistic for some of the long-standing cases, and could be a hostage to fortune if complainants don’t agree with the closure of a case. <i>[UK]</i>.</p>
<p><b>2.1:</b> Threatened species are at or are recovering</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conservation status of species, as reported</li> </ul>	

<p>towards a satisfactory conservation status.</p>	<p>under Resolution No. 8 (2012).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Red List Index for selected species in the Bern Convention area.</li> <li>• Living Planet Index for selected species in the Bern Convention area.</li> <li>• Wild Bird Index for selected species in the Bern Convention area.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ The ‘Red List Index for selected species in the Bern Convention area’ would mostly correspond with the goal as it refers to ‘threatened’ species. <i>[Poland]</i>.</li> <li>➤ Which would be the basis for concluding on which “selected” species should be the focus in the three proposed indexes, would it be all that are “threatened” or appendices species? <i>[Sweden]</i>.</li> <li>➤ As the paper notes, there are issues with bias and timescales of update on all of the indicators suggested. And costs for updates of cuts of the international indicators. <i>[UK]</i>.</li> <li>➤ There is a gap between monitoring the plant species on the basis of EU Natura 2000 habitat directive and Emerald network. We suggest to use the status of the species listed in Appendix I. and a biennial report of their conservation status. So we should update Appendix I. and then see the Red List Index for these species. According to IUCN: The numbers of species appearing in each category of threat in The IUCN Red List change each time the Red List is updated. In order to monitor the status of biodiversity, it is important to reassess species periodically”. <i>[Planta Europa]</i>.</li> <li>➤ Pro Natura supports using the indicator system under Resolution 8(2012) and the reporting format contained in document T-PVS (2017) 9 in a comprehensive way, i.e. all species and habitats of the annexes to the Emerald network. <i>[Pro Natura, supported by Bankwatch]</i>.</li> </ul> <p><i>[Comment on who would be responsible for operating the indicator]:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Bern Convention list of plants: Planta Europa Network and Emerald Network. <i>[Planta Europa]</i>.</li> </ul> <p><i>[Comment on the narrative]:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ ‘Least Concern’ is not counted to IUCN threatened categories. <i>[Poland]</i>.</li> </ul> <p><i>[Comments on the target]:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ The UK feels this target overlaps with Target 1.4 and questions therefore whether it is required. The UK suggests that this target needs considerable discussion if it is to remain before concluding on the best way forward. <i>[UK]</i>.</li> </ul>
<p><b>2.2:</b> Anthropogenic pressures impacting on wild species of fauna and flora are reduced as far as possible to levels that are not detrimental</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Trends in frequency and intensity of key anthropogenic pressures impacting on wild species of fauna and flora, as reported</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ The UK believes that care is needed on determining if legislation is sufficient already or if more is needed, and how that target would be measured – this is extremely complex and sensitive. The UK considers that the differences between pressures and threats is needed, together with clear definitions of when they should be regarded as applying. This will avoid a danger of site managers applying threats which are unlikely or low risk. <i>[UK]</i>.</li> </ul>

<p>to the conservation of those species, through targeted measures enacted in legislation, policy and/or management.</p>	<p>under Resolution No. 8 (2012).</p>	<p>➤ This indicator could either be fulfilled by drawing on the assessments contained in the reporting under Resolution 8 (2012) related to specific habitats and species under the Bern Convention. It could, however, also draw on the indicators of the GBF related to Goal A and B and targets 5-10 - such as the level of pollution of different substances or the % of total agricultural or forest areas that is used sustainably. These pressures have a negative impact on wild fauna and flora even if you do not look at specific linkages for individual species. <i>[Pro Natura, supported by Bankwatch]</i>.</p> <p><i>[Comment on the narrative]:</i></p> <p>➤ Pro Natura would also see draft GBF target 10 as pertinent for this target - ensuring all land use (agriculture, forestry, fishery) is sustainable. <i>[Pro Natura]</i>.</p> <p><i>[Comment on the target]:</i></p> <p>➤ The UK would welcome more discussion on this target, including on how it should be interpreted. <i>[UK]</i>.</p>
<p><b>3.1:</b> A thriving natural environment benefits people's livelihoods, food and water security, community resilience, well-being and quality of life.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nature-based quality of life assessment (qualitative summary overview).</li> <li>• Trends in air quality.</li> <li>• Trends in water quality.</li> </ul>	<p>➤ As regards food security in the context of Bern Convention and in the European scale, the indicator could refer to the area of ecological agriculture. In Europe the problem of food security can be seen more from the perspective of access to healthy food and food that comes from biodiversity friendly agriculture. The indicators: well-being and quality of life in the context of Bern Convention could measure the area per capita of Natura 2000/Emerald sites. The protected areas are places where human can find rest and place of leisure activities and many other benefits that influence his well-being and quality of life. <i>[Poland]</i>.</p> <p>➤ Will need clear guidance to ensure that information provided by Parties is comparable. The UK questions whether the indicator proposed is actually suitable. It appears to be more of an assessment? The UK would question how information from the different Parties will be integrated? <i>[UK]</i>.</p> <p><i>[Comment on the narrative]:</i></p> <p>➤ The address should be: <a href="https://seea.un.org/ecosystem-accounting">https://seea.un.org/ecosystem-accounting</a>. <i>[Poland]</i>.</p> <p><i>[Comment on the target]:</i></p> <p>➤ Measurement of this target is very challenging. The UK would welcome a simplified and SMARTer target. <i>[UK]</i>.</p>
<p><b>3.2:</b> Conservation and sustainable use of nature</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Single review assessment of the</li> </ul>	<p>➤ The UK recommends that the ad-hoc questionnaire avoids placing a large administrative burden on the Parties. <i>[UK]</i>.</p>

<p>contributes positively to measures relating to human rights, democracy, landscape, cultural heritage and health, and to the prevention and mitigation of major hazards.</p>	<p>contribution made by the conservation and sustainable use of nature to other fields of action under the Council of Europe.</p>	<p>➤ It is important to show the contribution made by conservation and sust use to other fields of action. Those mentioned in the explanation - human rights, democracy, landscape, cultural heritage, health, and the prevention and mitigation of major hazards -are of key importance and Pro Natura agrees on the limitation to these elements. However, it is important not only to show the contribution made, but that human rights and democracy are fully respected. The indicator should report if all human rights, especially land rights, are fully respected and real, effective participation for all has been comprehensively enacted when implementing the Emerald network, in line with target 21 of the draft GBF. <i>[Pro Natura, supported by Bankwatch]</i>.</p> <p><i>[Comment on who would be responsible for operating the indicator]:</i></p> <p>➤ Fine. It does raise the question as to whether this is a target to be measured or a report to be commissioned to underpin vision/work plan. <i>[UK]</i>.</p> <p><i>[Comment on the target]:</i></p> <p>➤ The UK believes the scope of this target to be too large and difficult to measure. We would welcome a simpler and SMARTer target. The UK has a concern that this is a target for Council of Europe not for the Bern Convention – with the scope being too broad? <i>[UK]</i>.</p>
<p><b>3.3:</b> Nature-based solutions and ecosystem-based approaches contribute widely to the mitigation of climate change and the adaptation to its effects.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of initiatives involving nature-based solutions or ecosystem-based approaches as reported in Nationally Determined Contributions under the UNFCCC.</li> </ul>	<p>➤ The UK believes that the indicator may be difficult to compare across all Parties. The UK questions the relevance of this indicator to Bern. The UK questions what is the facet of climate change that is most relevant to Bern Convention? This may require more focused thought. <i>[UK]</i>.</p> <p>➤ If this indicator is used, it is vital to ensure that the necessary safeguards are put in place, as mentioned in the UNEA 5 resolution No. 5 regarding NbS. This, in our view, requires to ensure that NbS are beneficial für biodiversity (and not only for climate: eg. no new plantations instead of forests) and additional to the implementation of ongoing obligations (no offsetting, address drivers of biodiversity loss at source rather than patching them up. <i>[Pro Natura, supported by Bankwatch]</i>.</p>
<p><b>4.1:</b> Sufficient resources and capacity, including scientific and technical cooperation, are available to achieve all the goals and targets in</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Resources and capacity available at international level for implementing the Strategic Plan, as assessed for each</li> </ul>	<p>➤ The indicator currently suggested will be complex to assess. <i>[UK]</i>.</p> <p>➤ Overall Pro Natura supports this indicator, but we would liek to remind that currently funding by parties to the convention is not even sufficient to adequately finance ongoing activities and the work of the secretariat in the long term. Maybe this indicator could be enlarged to not only assess the funding</p>

<p>the Strategic Plan for the Bern Convention.</p>	<p>financial planning period by the Standing Committee.</p>	<p>for the strategic plan, but for the work of the Convention as a whole? <i>[Pro Natura, supported by Bankwatch]. [This also amounts to a comment on the target].</i></p> <p><i>[Comment on the target]:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ The UK would welcome a reconsideration of this target to make it more focussed.</li> </ul> <p>The UK suggests splitting the target so:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- All contributions to the budget of the Bern Convention are provided in a timely fashion (covering both voluntary contributions and those coming from the Council of Europe) – which should be straightforward for the Secretariat to track.</li> <li>- Parties are engaged in Convention Processes – which could be measured by the number of Parties contributing to meetings of the Groups of Experts. <i>[UK].</i></li> </ul>
<p><b>(Other comments):</b></p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ General comment on all targets: we support the effort to try to base as much as possible the indicators on already reported data to resolution 8/art 17 in the Habitats directive for EUMS and other available data sources within the CoE, as well as the indicators of the post-2020 GBF Monitoring framework. <i>[Sweden].</i></li> <li>➤ It would be good to see something setting out high level principles upfront namely (1) that indicators should be used to measures delivery of plan and NOT delivery by Parties. (2) that indicators should draw upon existing data/information to minimise burdens on parties.</li> </ul> <p>The UK welcomes the work undertaken and the thought that has gone into it.</p> <p>The UK recognises that whilst there is a need to make progress, given that the GBF is still being negotiated whilst the CoP is further delayed, consideration should be given to a delay in the finalisation of the product.</p> <p>The UK believes that refinement of some of the targets is required, and therefore the indicators will need to be further adjusted too.</p> <p>In several of the targets there is a reliance on the outputs of the reporting under Resolution 8. An ad-hoc reporting working group was agreed at Standing Committee 41 (first meeting due afternoon of 15 June). The Resolution 8 reporting needs to be informed by the discussions under the Bern Convention Strategic plan, but given the technical and capacity issues which prompted the formation of the ad-hoc WG, it should not be assumed that the format of the reporting which is recommended by the WG after its deliberations will be the same as that which was trialled in 2019.</p> <p>The UK suggests that issues around what is in the Strategic Plan, and how targets might be measured, should be part of the work of the Group of Experts on Protected Areas and Ecological Networks and the ad-hoc WG on Reporting.</p> <p>The overarching UK view is that the targets and indicators will require a lot of data processing to include accessing data from external sources.</p>

	The UK is concerned about the introduction of and definition of ‘satisfactory conservation status’ – particularly as observed Resolution 8 refers to favourable conservation status. <i>[UK]</i> .
--	--